

# Recul de la croissance chez nos voisins

**Dans un cadre de récession mondiale entamée en 2008, l'Allemagne et la Suisse ont connu une baisse du produit intérieur brut. Celle-ci a été nettement plus marquée en Allemagne, avec cependant un impact limité sur l'emploi. La Suisse traverse mieux la crise avec une baisse du produit intérieur brut beaucoup plus modérée.**

L'année 2009, surtout en son début, a été le témoin dans la quasi-totalité des pays européens de la prolongation de la plus forte crise économique, apparue en 2008, depuis l'après-guerre. Hormis en Pologne où la croissance s'est poursuivie modérément, le produit intérieur brut (PIB) a reculé dans tous les autres pays (-4,2 % en volume pour l'ensemble de l'Union européenne). Dans le même temps, le taux de chômage a progressé de près de deux points et les taux d'activité et d'emploi ont chuté à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2009.

## Impact limité sur l'emploi en Allemagne

Le secteur industriel allemand, très dépendant de l'export, a connu

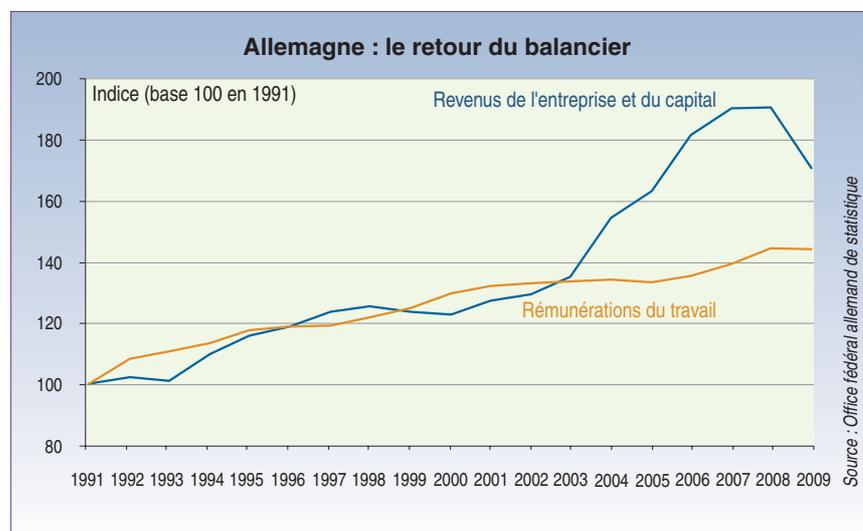
un recul sensible de sa valeur ajoutée (-17 % hors BTP). Il en est ainsi, dans une moindre mesure, de l'ensemble commerce, hôtels-restaurants et transports (-5 %). Seuls, le secteur primaire et les services non marchands ont connu une très légère croissance de leur valeur ajoutée en 2009.

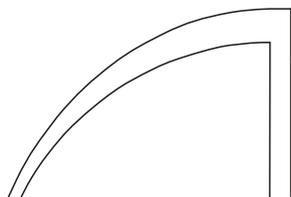
Dès 2008, le commerce extérieur avait cessé de jouer son rôle habituel de moteur économique. En chutant -en volume- respectivement de 14,7 % pour les exportations et de 8,9 % pour les importations, les échanges extérieurs expliquent l'essentiel des 5 % du PIB perdus en 2009. À cela s'ajoute la baisse des investissements (-12,5 %) qui a contribué également au recul du PIB. Seule, la consommation a progressé modérément (+0,9 %), surtout la consommation publique (+2,7 %) et la partie "transports et communications"

de la consommation privée, sous l'effet de la prime à la casse.

Pourtant, les conséquences sur le marché du travail ont été limitées. L'emploi salarié et non salarié est resté quasi stable, par rapport à 2008, qui était de plus une année record. Les entreprises ont très peu utilisé le licenciement, lui préférant la réduction du temps de travail. En un an, le taux de chômage a connu le plus faible accroissement de toute l'Union européenne. L'Allemagne enregistre, en contrepartie, un recul net de la productivité : -4,9 % par emploi et -2,2 % par heure travaillée, soit la variation la plus importante depuis l'après-guerre.

Le revenu national a perdu 4 % en 2009 : -0,2 % pour les revenus du travail, -11 % pour ceux de l'entreprise et du capital. Il s'agit d'un pur renversement par rapport à la période 2004-2007.





Les salaires et traitements bruts affichent un repli de 0,5 %, conséquence des réductions des temps de travail. Quant aux coûts salariaux unitaires du travail, ils ont augmenté de plus de 5 % en 2009, soit un accroissement jamais enregistré depuis le milieu des années quatre-vingt dix. Le revenu disponible des ménages s'est accru de 0,4 %, les dépenses de consommation progressant de 0,5 % et le taux d'épargne se maintenant à 11,2 %. Le taux d'inflation très modéré de 0,4 % a influé positivement sur leur équilibre global.

Les mesures de soutien à l'économie et la diminution des impôts perçus contribuent à un déficit financier public de 77 milliards d'euros : c'est 3,2 % du PIB nominal, soit, pour la première fois depuis 2005, un peu plus que le seuil fixé par le Traité de Maastricht.

### Le Bade-Wurtemberg le plus touché

En Rhénanie-Palatinat, la récession observée est voisine de celle de la République fédérale, aussi bien par son ampleur que par sa répartition dans le temps. L'industrie manufacturière, légèrement plus présente que dans le reste du pays, baisse un peu plus (-19 % contre -17 %), avec une chute à -45 % pour la construction automobile, très dépendante de l'export. Dans le bâtiment, la croissance est de 1,4 % grâce aux travaux d'installation et/ou de finition (stabilité au niveau de la République fédérale). Quant au secteur tertiaire, il affiche une baisse limitée de 1 % par rapport à 2008 (-1,7 %

pour la République fédérale). S'agissant du marché du travail, la tendance observée au plan national se retrouve en Rhénanie-Palatinat : quasi-stabilité des effectifs employés, diminution de 2,9 % des heures travaillées ainsi que de la productivité par heure travaillée et surtout par emploi.

Dans le Bade-Wurtemberg, le PIB a diminué de 7,4 %, soit la baisse la plus importante dans toute l'Allemagne après celle de la Sarre. L'industrie locale, d'ordinaire véritable moteur en termes de croissance et d'exportations, et pesant plus du quart de la valeur ajoutée brute totale du Land, subit des reculs dépassant 25 % du chiffre d'affaires dans toutes ses branches clés, aboutissant à une perte d'un peu plus de 21 %. Le secteur des transports et des communications perd lui aussi du terrain. Seuls, le secteur primaire, les administrations et les services à la personne enregistrent une croissance.

En 2009, les entreprises du Bade-Wurtemberg ont eu beaucoup plus recours au travail à temps partiel qu'en 2008. Malgré cela et pour la première fois depuis six ans, l'emploi a enregistré une baisse (-0,6 %). Les pertes sont plus nettes dans le secteur de l'industrie manufacturière (-3,1 %), le tertiaire compensant globalement ces pertes d'un tiers grâce à sa partie non marchande. Les intérimaires ont été particulièrement touchés : s'ils dépendent par leurs contrats de travail du tertiaire, ils sont fréquemment actifs dans l'industrie. Néanmoins, le taux de chômage est resté à un niveau

relativement limité (5 %), seule la Bavière connaît un taux inférieur.

### La Suisse traverse mieux la crise

D'après les premières estimations, le PIB de la Suisse aurait diminué de 1,5 % en valeur réelle. Hormis la Pologne, il s'agit de la plus petite baisse enregistrée par un pays européen en 2009. Selon l'approche par la dépense, les balances commerciales de biens et de services expliquent ce recul pour respectivement 1,3 et 1,4 point de pourcentage. Elles sont compensées par l'augmentation des dépenses de consommation publique comme privée. L'approche par la production montre un secteur de l'intermédiation financière en baisse de presque 6 %, un secteur primaire de presque 3 % et une industrie hors construction de 3,6 %. Si le commerce progresse très légèrement, la construction gagne 3,7 % et les services non marchands 1 %.

La population active occupée s'est accrue de 0,3 %, (+1,1 % pour les travailleurs frontaliers). Les emplois sont restés stables, malgré une baisse dans le secondaire. Globalement, les gains du canton de Zurich et de la région lémanique équilibrent les pertes sur l'ensemble du pays. Après avoir enregistré en 2008 la moyenne annuelle la plus basse depuis six ans, le nombre de chômeurs a augmenté de l'ordre de 44 % en 2009 ; le taux de chômage est passé de 2,6 à 3,7 % (3,5 à 4,3 % au sens du BIT).

■  
Sébastien CARLOTTI